

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°616 – 6 février 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Zoom sur la visite à Dakar, d'Eléonore Caroit, ministre déléguée chargée de la Francophonie, des partenariats internationaux et des Français à l'étranger

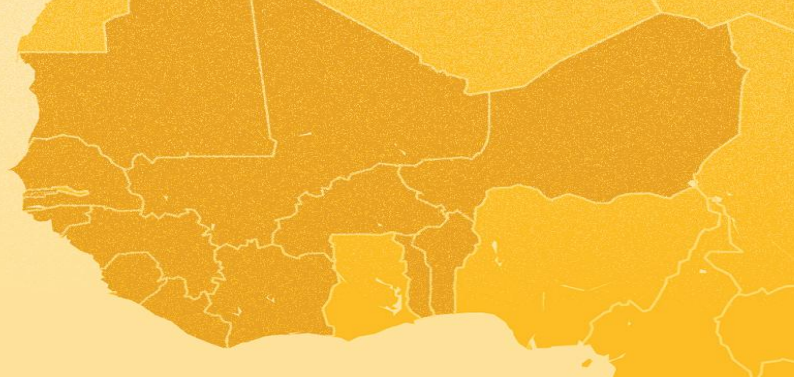
Le chiffre à retenir

4,5 M EUR

Montant mobilisé par les collectivités
territoriales françaises depuis 2015 pour la
mise en œuvre de 107 projets au Sénégal

A l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur l'eau à Dakar, à laquelle elle a participé, la ministre Eléonore Caroit a fait un déplacement marqué par plusieurs [séquences économiques](#) avec, notamment, la visite des chantiers du projet d'enrochement autour de l'île de Gorée (au large de la capitale) réalisé par l'entreprise française NGE et financé par la Banque Mondiale, mais aussi du projet de la station de traitement des eaux usée de Hann réalisé par les entreprises françaises Suez, Vinci, Eiffage et NGE (avec des études du cabinet Merlin) et cofinancé par l'Agence Française de Développement (AFD) et l'UE. La ministre déléguée a pu rencontrer une représentation de la communauté d'affaires françaises au Sénégal avec un échange avec 10 directeurs et directrices d'entreprises membres du Comité des Conseillers du Commerce Extérieur de la France (CCEF) et de la chambre de commerce européenne (Eurocham, composée à 85% d'acteurs français) afin de faire un point sur l'évolution du marché sénégalais et des difficultés spécifiques auxquelles nos acteurs économiques font face. Enfin, lors de ce déplacement à Dakar, elle a pu signer avec les autorités sénégalaises le renouvellement de [l'accord cadre](#) portant sur le dispositif conjoint de coopération décentralisée (depuis 2015, plus de 4,5 M EUR des collectivités territoriales françaises ont été mobilisés pour la mise en œuvre de 107 projets au Sénégal), ainsi qu'un financement du [Trésor](#) via une subvention Fasep de 600 000 EUR accordée au groupement français Keneo - Everteam pour accompagner le Comité d'organisation des Jeux olympiques de la jeunesse (COJOJ) Dakar 2026 dans une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage essentielle à la livraison de cet événement sportif d'envergure mondiale.





Régional

8^e édition des Rencontres du Marché des Titres Publics

La 8^e Rencontre du Marché des Titres Publics (REMTP) [s'est tenue](#) les 27 et 28 janvier 2026 à Lomé et a été marquée par le lancement de « UT Marché », plateforme centralisée de cotation, de négociation et de transactions sur le marché secondaire des titres publics de l'UEMOA. À cette occasion, UMOA-Titres a présenté le bilan 2025, caractérisé par un volume levé par adjudication de 11 859 Md FCFA (18,1 Md EUR), en hausse de 46 % g.a., avec une progression dans l'ensemble des pays à l'exception du Togo (-36,6 %). Le taux de couverture moyen s'est établi à 131 % (116 % en 2024), la maturité moyenne des émissions à 2,14 ans (2,01 ans en 2024) et le taux moyen pondéré à 7,6 %, en hausse de 0,12 p.p. L'encours des titres publics a atteint 21 629 Md FCFA (33,0 Md EUR), soit +20,8 % g.a., tandis que la part des banques dans la détention est revenue à 80 % contre 88 % en 2024. Pour 2026, les États membres prévoient de lever 15 143 Md FCFA (23,1 Md EUR), dont 84 % par adjudication et 16 % par appel public à l'épargne, pour un financement net attendu de 2 291 Md FCFA (3,5 Md EUR).

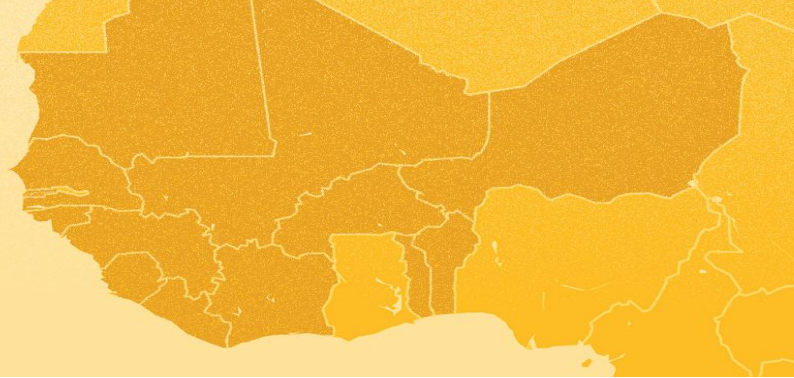
Desert Gold augmente à 5,3 M USD son émission d'actions pour financer ses projets aurifères ouest-africains

Le 5 février 2026, la société minière canadienne Desert Gold [a annoncé](#) l'augmentation de son émission privée à 7,2 M CAD (5,3 M USD), en raison de la forte demande des investisseurs, contre un montant initial de 5 M CAD (3,6 M USD). L'opération, dont la clôture est prévue le 9 février 2026, vise à renforcer les ressources financières de l'entreprise pour soutenir ses activités en Afrique de l'Ouest, en particulier le développement du projet SMSZ (y compris la 1^{ère} phase de son usine de traitement

par gravité pour son projet d'oxyde d'or de Barani Est) au Mali et Tiegba en Côte d'Ivoire. Principal actif du groupe, le projet SMSZ [présente](#) une production initiale estimée à 130 700 onces (3,7 tonnes) d'or sur une durée de vie de 10 ans, pour un investissement prévu de 20,4 M USD. Quant au projet Tiegba, les fonds levés devraient principalement être consacrés aux travaux d'exploration.

Publication du bulletin mensuel des statistiques de la BCEAO

Selon le dernier [bulletin mensuel des statistiques de la BCEAO](#), les principaux indicateurs de l'UEMOA ont continué de progresser en décembre 2025. L'indice de la production industrielle a ainsi augmenté de 5,3 % en glissement annuel (g.a) en décembre 2025 et celui des services financiers de 15,5 % en g.a. De même, les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et dans les services marchands ont progressé respectivement 3,6 % et de 4,5 % en g.a. Par ailleurs, l'indicateur moyen du climat des affaires est ressorti à 100,9 (+0,2 points en g.a) ; au-dessus de sa tendance de long terme (100), traduisant ainsi le maintien de la confiance des chefs d'entreprises dans l'évolution de la conjoncture. Les plus fortes hausses de l'indicateur ont été enregistrées en Guinée-Bissau (+1,8 point en g.a) et en Côte d'Ivoire (+1,1) tandis que les plus fortes baisses ont été observées au Bénin (-1,9) et au Sénégal (-1). Enfin, le taux d'inflation au sein de l'UEMOA demeure en territoire négatif et s'établit à -0,8 % en g.a en décembre 2025. La déflation est principalement tirée par les prix des services de restauration et hôtels, contribuant à hauteur de -0,4 point de pourcentage (p.p), ainsi que des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-0,5 p.p).



Bénin

Renforcement du partenariat économique avec le Nigéria

Le Benin-Nigeria Business Forum [s'est tenu](#) le 28 janvier 2026 à Lagos et a rassemblé près de 300 chefs d'entreprises nigériens. Ce Forum s'inscrit dans la continuité d'une tournée engagée par les autorités béninoises au Nigéria afin de présenter les opportunités d'investissement au Bénin. Des représentants de la zone industrielle de Glo Djigbé, du Port autonome de Cotonou ainsi que de la Caisse des Dépôts et Consignations étaient présents. Le Bénin souhaite intensifier l'intégration économique entre les deux pays, pour faire du Nigéria un marché d'export pour les produits industriels fabriqués au Bénin.

Burkina Faso

Inflation à -2,2 % en g.a en décembre 2025

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), le taux d'inflation au Burkina Faso [s'est établi](#) à -2,2 % en glissement annuel (g.a) en décembre 2025, contre -2 % le mois précédent. Elle demeure négative depuis juillet 2025. La diminution du niveau général des prix en décembre s'explique principalement par la baisse observée dans les divisions "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-4,6 % en g.a), dont les pains et céréales (-12,7 % en g.a) et les légumes (-26 % en g.a), ainsi que "Information et communication" (-3,4 % en g.a). En revanche, on note une hausse des prix dans la division "Restaurants et services d'hébergement" (+4,6 % en g.a), qui a contribué à contenir le recul de l'inflation globale. En moyenne annuelle, le taux d'inflation est estimé à -0,5 % pour l'ensemble de l'année 2025.

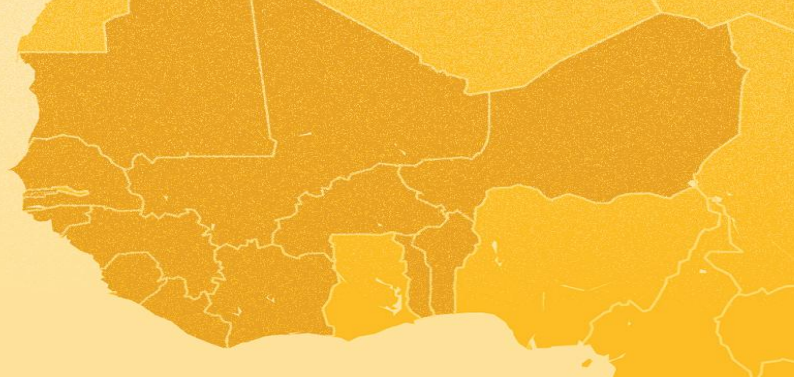
Côte d'Ivoire

175 Md EUR d'investissements projetés pour le PND 2026-2030

Le 4 février 2026, le gouvernement ivoirien a [présenté](#) les grandes orientations du Plan national de développement (PND) 2026-2030, qui prévoit un volume d'investissements estimé à 114 838,5 Md FCFA (175,1 Md EUR) sur cinq ans. Près de 70,2 % du financement devrait provenir du secteur privé, confirmant la volonté de l'État de renforcer le rôle des investisseurs et des partenariats public-privé. Le plan vise une croissance économique moyenne de 7,2 % par an, avec un taux d'investissement passant de 25,4 % du PIB en 2026 à 34,5 % en 2030. L'État devra mobiliser environ 38 000 Md FCFA (57,9 Md EUR) de ressources publiques.

Plus de 1,1 Md EUR d'investissements prévus pour deux nouveaux projets aurifères

Le 4 février 2026, le gouvernement ivoirien [a accordé](#) deux permis d'exploitation aurifère à Etruscan Resources Côte d'Ivoire et Ampella Mining Côte d'Ivoire, à l'issue du Conseil des ministres. Les projets Assafo-Didibango (Etruscan) et Ampella Mining, situés respectivement à Koun-Fao/Tanda et Doropo, représentent un investissement cumulé de plus de 732,7 Md FCFA (1,1 Md EUR) et devraient permettre une production annuelle combinée de près de 14,4 tonnes d'or sur des durées d'exploitation respectives de 19 et 14 ans, avec la création de près de 3 000 emplois directs.



Guinée

Baowu renforce sa participation dans les blocs 1 et 2 du projet Simandou

Le 30 janvier 2026, Baowu Resources West Africa (BRWA), filiale du groupe sidérurgique chinois Baowu, [a annoncé](#) avoir porté sa participation de 49 % à 51 % dans le capital social de Baowu Winning Consortium Simandou, holding de droit singapourien détenant 85 % du capital social de Winning Consortium Simandou SA, société opératrice des blocs 1 et 2 du Projet Simandou. Cette acquisition de 2 % supplémentaires lui confère donc le contrôle majoritaire de l'entreprise en charge de ces actifs. Selon le communiqué, dans la continuité de cette opération, Winning Consortium Simandou SA change de dénomination sociale et devient : "Baowu Winning Consortium Simandou SA". Pour rappel, l'exploitation du gisement de fer a débuté en 2025, avec notamment l'exportation des premières cargaisons vers la Chine en décembre dernier.

Le port de Conakry prolonge la suspension des surestaries jusqu'à fin mars

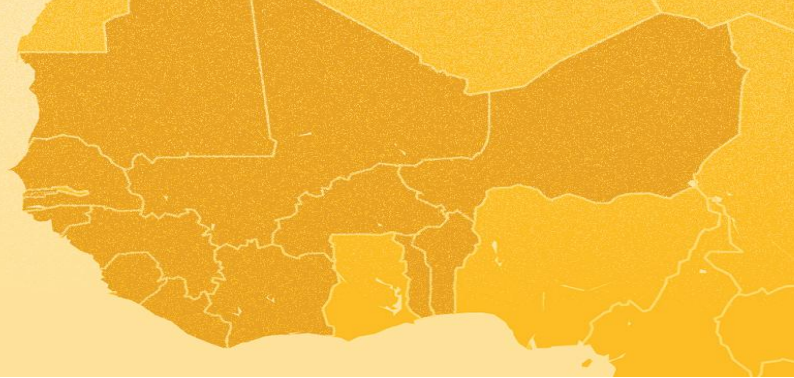
A travers un [communiqué](#) daté du 1^{er} février 2026, le Port autonome de Conakry a annoncé la prorogation jusqu'au 31 mars 2026 de la suspension des surestaries et des pénalités applicables aux marchandises importées et exportées qui dépassent les délais réglementaires de séjour. Cette mesure [vise](#) à alléger le coût de transit et de stockage des cargaisons pour les opérateurs économiques et à améliorer leur trésorerie dans un contexte de ralentissement des flux et de congestion importante des terminaux. Toutefois, certaines analyses soulignent que la mesure, bien qu'utile à court terme pour désengorger les quais et réduire la pression sur les entreprises, ne résout pas les défis structurels liés à l'infrastructure

portuaire, à l'efficacité opérationnelle et aux coûts de la chaîne d'approvisionnement, qui restent des facteurs déterminants pour la compétitivité de l'activité en Guinée.

Libéria

Signature de l'avenant à l'Accord de développement minier avec ArcelorMittal débloquent 200 M USD

Le Parlement libérien [a ratifié](#) un l'avenant à l'Accord de développement minier, signé par le gouvernement libérien et le groupe ArcelorMittal. Cet avenant prolonge la durée de concession jusqu'en 2050, avec une option de renouvellement de 25 ans. Cet amendement accompagne l'expansion des activités minières d'ArcelorMittal au Libéria, structurée autour d'un projet d'investissement de 1,8 Md USD, portant l'investissement total du groupe dans le pays à 3,5 Md USD. Le projet comprend notamment la mise en service d'une unité de concentration de minerai de fer à Tokadeh, l'extension des infrastructures ferroviaires entre Tokadeh et Buchanan, ainsi que des investissements portuaires et énergétiques. L'accord prévoit une hausse progressive des exportations de minerai de fer de 5 M de tonnes par an à 20 M de tonnes en 2026, avec des études de faisabilité en cours pour une capacité au-delà. Selon l'entreprise ArcelorMittal, en contrepartie de l'extension des droits miniers et de l'accès réservé aux capacités ferroviaires dans lesquelles elle investit, elle versera 200 M USD à l'État libérien et s'engage à un dispositif d'accès multi-utilisateurs au corridor ferroviaire.



30 M USD de la BADEA pour la modernisation d'un axe routier

Le gouvernement libérien [a signé](#) un accord de prêt de 30 M USD avec la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) pour la modernisation de la route Salayea–Konia, longue de 50 km, dans le comté de Lofa au nord-ouest du pays. Le projet vise l'amélioration des conditions de circulation, la réduction des temps de trajet et le soutien aux activités économiques locales, notamment agricoles et commerciales. L'accord comprend également une subvention de 0,7 M USD destinée à l'amélioration de l'offre de soins de santé le long du corridor routier Gbarnga–Voinjama, également au nord du pays. Les autorités prévoient le développement de dispositifs de péage et d'aires de repos afin de soutenir l'entretien durable des infrastructures routières.

Mali

Approbation du transfert du permis minier de Kobada à Toubani Ressources

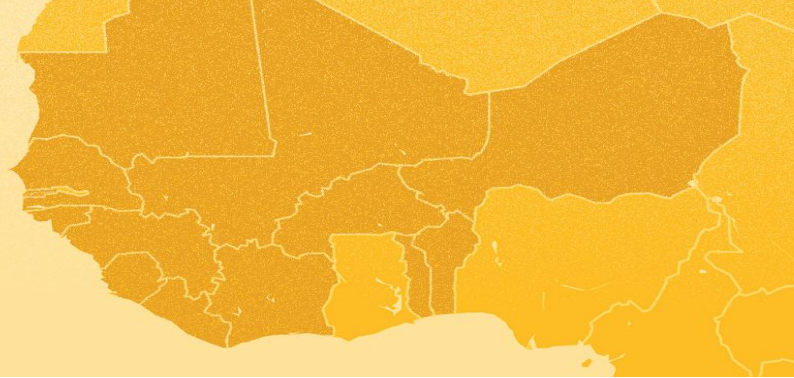
Le 28 janvier 2025, le Conseil des ministres a [annoncé](#) le transfert officiel du permis d'exploitation de la mine d'or de Kobada à la société canadienne [Toubani Ressources](#), précédemment détenu par African Gold Group Mali-SARL. Cette approbation ouvre la voie au démarrage de la phase de construction de la future mine, après l'approbation de l'étude d'impact environnemental en octobre 2024 et l'annonce, fin janvier 2025, de la finalisation du montage financier du projet. Le projet minier de Kobada [prévoit](#) une production moyenne de 162 000 onces (4,6 tonnes) d'or par an sur une durée de vie estimée à 9,2 ans. Conformément aux dispositions du Code minier de 2023, l'État malien pourra détenir jusqu'à 35 % d'intérêts dans le projet, dont 5 % réservés aux investisseurs locaux, en complément des

redevances minières et des prélèvements fiscaux.

Mauritanie

Approbation de la 5^e revue MEDC/FEC et de la 4^e revue FRD

Le 28 janvier 2026, le Conseil d'administration du FMI [a approuvé](#) la 5^e revue des accords au titre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC) et du Mécanisme Élargi de Crédit (MEDC), ainsi que la 4^e revue dans le cadre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD). L'approbation de ces revues permet un décaissement du FMI d'un montant total de 65,9 M DTS (environ 91 M USD) en faveur de la Mauritanie. Les résultats obtenus dans le cadre du programme ont été jugés globalement satisfaisants par le FMI. Après une croissance de 6,3% en 2024, l'activité économique en 2025 aurait ralenti à 4,2%. Dans un contexte d'incertitudes mondiales exacerbées et de risques sécuritaires régionaux croissants, les perspectives à moyen terme restent favorables, soutenues par le programme d'infrastructure du gouvernement et par les investissements privés. La croissance est ainsi projetée à 4,7 % en 2026. Une gestion budgétaire prudente a permis de réduire le déficit budgétaire à 0,4 % du PIB en 2025 (contre 1,4 % du PIB en 2024) ainsi que la dette publique à 39,9 % du PIB (contre 43,6 % du PIB en 2024). Le déficit du compte courant aurait baissé à 6,3 % du PIB en 2025 (après 9,4 % en 2024), tandis que les réserves internationales sont restées à un niveau confortable, permettant notamment de couvrir 5,5 mois d'importations hors biens destinés au secteur extractif.



Niger

Permis de petite exploitation minière d'or attribué à la NTMC

Le 23 janvier 2025, le Conseil des ministres [a adopté](#) un projet de décret attribuant le permis de petite exploitation minière d'or "INCI" à la société Niger Turkiye Mining Company (NTMC). Les travaux de recherche réalisés par la société ont mis en évidence un gisement dont la quantité récupérable est estimée à 4,1 tonnes d'or. La durée de vie initiale de la mine est de 4 ans, susceptible d'être étendue en fonction du développement de nouveaux gisements dans la zone. Selon le communiqué, l'exploitation devrait générer 100 emplois directs et produire des retombées économiques estimées à 97 M USD, issues principalement de la redevance minière, de la redevance superficielle, de l'impôt sur le bénéfice, des dividendes et des droits d'importation, tout en soutenant les entreprises locales conformément aux dispositions de l'ordonnance sur le contenu local dans les secteurs des mines et hydrocarbures.

Sénégal

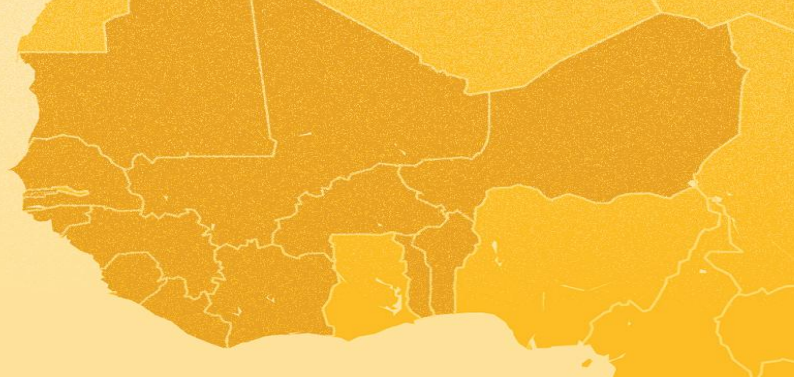
L'Etat prévoit la création de 45 zones industrielles

Le 2 février 2026, le ministre de l'Industrie et du Commerce [a annoncé](#) la création d'une trentaine de zones agroindustrielles et d'une dizaine de zones industrielles dans tout le pays. Cette annonce a été faite lors du Comité de pilotage chargé de l'élaboration du projet de loi sur la promotion de l'industrialisation, érigée en priorité gouvernementale. A travers cette loi, l'Etat du Sénégal ambitionne de faire de l'industrialisation un levier central du développement économique et social du pays tout en corrigeant le caractère extraverti de l'économie. Cette nouvelle loi mise notamment

sur la promotion du patriotisme économique, le développement de partenariats entre les privés nationaux et étrangers ainsi que la valorisation certaines filières agricoles et industrielles (agroalimentaire, phosphate). Pour soutenir cette ambition, le budget du ministère a été porté à 350 Md FCFA (533,6 M EUR) en 2026, contre 50 Md (76,2 M EUR) en 2025, traduisant la volonté de l'Etat d'accélérer la mise en œuvre de sa stratégie industrielle.

Une enveloppe de 198 M EUR pour soutenir la production agricole

Le Gouvernement a annoncé, le 29 janvier 2026, la [mobilisation d'une enveloppe](#) de 130 Md FCFA (198 M EUR) destinée à subventionner le secteur agricole. Selon le communiqué, cet appui vise l'ensemble des chaînes de valeur, de la fourniture de semences à la commercialisation des productions. Dans le détail, près de 44,9 Md FCFA (64,4 M EUR) seront consacrés aux semences, notamment dans les filières arachide, céréales, pomme de terre et autres cultures vivrières, tandis que 65 Md FCFA (99 M EUR) sont affectés aux engrais minéraux. Une enveloppe de 13 Md FCFA (19,8 MEUR) est prévue également pour soutenir la mécanisation agricole, les équipements et les services connexes. Par ailleurs, 2,5 Md FCFA (3,8 M EUR) seront alloués à la protection phytosanitaire tandis que 5,5 Md FCFA (8,4 M EUR) serviront à appuyer les filières coton et banane. D'autres mesures d'accompagnement sont également prévues en matière d'appui-conseil, d'assurance, etc.



Togo

La dotation budgétaire 2026 pour l'approvisionnement en eau potable en hausse de 32 %

[Le budget 2026](#) prévoit un montant de 21,5 Md FCFA (32,8 MEUR) pour l'adduction en eau potable, en hausse de 32 % par rapport à la [Loi de Finances rectificative \(LFR\) 2025](#). Ce montant représente 85,9% de l'allocation totale prévue pour le Ministère délégué chargé de l'eau et de l'assainissement. Même si la dotation prévue pour l'assainissement reste bien inférieure (1,8 Md FCFA ; 2,8 M EUR), elle a plus que triplé par rapport à la LFR 2025. Pour rappel, le taux de desserte en eau potable est de 69 % au niveau national en 2023, selon les [données](#) l'institut chargé de la statistique. L'Agence Française de Développement et la Banque Européenne d'investissement (BEI) travaillent en collaboration sur le [Programme National de Développement du secteur de l'Eau au Togo \(PND Eau\)](#) qui vise à terme à réaliser ou étendre des infrastructures de mobilisation, de production et de distribution d'eau potable, tout en assurant un équilibre financier acceptable par les acteurs impliqués. La phase 1 du Programme a reçu une allocation d'un montant total de 40 M EUR.

Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)